



STATEMENT BY MR. ABDELLAH BENMELLOUK, ON BEHALF OF THE GROUP OF 77 AND CHINA, ON AGENDA ITEM 7 (h): AD HOC ADVISORY GROUP ON AFRICAN COUNTRIES EMERGING FROM CONFLICT, DURING THE GENERAL SEGMENT OF THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL GENERAL SEGMENT (Geneva, 17 July 2003)

Mme le Président,

J'aimerais tout d'abord exprimer, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, nos remerciements au Président du Conseil, S.E l'Ambassadeur Gert Rosenthal pour le projet de résolution qu'il soumis à notre attention sur la création d'un Groupe consultatif sur le Burundi, pour évaluer les besoins de ce pays en matière d'assistance économique et humanitaire.

L'intervention de l'Ecosoc tombe à un point nommé pour venir en aide à un pays frère et membre de notre groupe, émergeant d'un conflit qui a endeuillé sa population et compromis ses efforts pour assurer son développement économique et social. Nous sommes en présence d'un cas extrêmement urgent et d'un pays qui a besoin d'une assistance économique et financière d'urgence, faute de quoi, les efforts qu'il continue de déployer et les progrès réalisés jusqu'à présent seront anéantis.

La mise en application de l'Accord de paix et de réconciliation nationale au Burundi a franchi une étape déterminante avec la concrétisation de l'alternance politique en date du 1er Mai 2003, comme cela était prévu. De même, les négociations pour l'arrêt définitif de la guerre continuent avec l'appui de la sous région.

Ces progrès dans le processus de paix doivent être consolidés par une assistance conséquente et immédiate en matière de relance économique et nécessite un décaissement rapide de l'aide budgétaire et de l'aide à la balance de paiements.

Le Gouvernement du Burundi a fait des efforts importants pour améliorer la situation économique et sociale du pays et a conclu à cet effet des Accords avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale l'année dernière.

L'évaluation à mi-parcours, faite par ces mêmes organismes et selon leurs critères, fait état de performances satisfaisantes, sauf pour les critères relatifs aux arriérés de paiements extérieurs dus à la chute des prix du café et le faible décaissement de l'aide attendue des donateurs depuis les tables rondes de Paris et de Genève.

Sans un appui financier important le Burundi aura des difficultés à réussir le Programme de réformes économiques en cours, alors qu'il est entrain de négocier un programme économique et financier à moyen terme avec les Institutions de Bretton Woods dans le cadre du projet de financement de la Facilité pour la Réduction de la pauvreté et la relance de la croissance.

Troisième pays le plus pauvre de la planète souffrant de l'enclavement, surpeuplé et dépendant à 90% du seul café pour les recettes d'exportation, le Burundi, qui vient de passer 10 ans en situation de guerre civile, a montré sa détermination à sortir de ce marasme et mérite d'être soutenu.

C'est dire qu'après la mise en place des institutions de transition et le déploiement continue des efforts pour la consolidation de la paix, ce pays a réuni les conditions nécessaires pour recevoir

l'aide et l'assistance économique et financière nécessaires pour consolider la paix et entamer sa reconstruction économique. La communauté internationale a donc une part de responsabilité dans le succès ou l'échec du processus de consolidation de la paix et de relance économique en cours.

La communauté internationale et les pays donateurs sont donc appelés à assumer les engagements qu'ils ont pris lors des conférences de Paris et de Genève, d'accélérer le versement des contributions annoncées et de fournir un appui budgétaire et un soutien à la balance des paiements.

Le Groupe des 77 et la Chine se félicitent de l'organisation en septembre prochain par le Gouvernement du Burundi en collaboration avec le Programme des Nations pour le Développement d'une Table Ronde de donateurs sur le Burundi. Nous espérons que cette réunion aboutira à des résultats à la hauteur des aspirations du Gouvernement et de la population burundaise. Nous espérons également que les institutions financières internationales participeront activement à cette Table Ronde et au financement de la reconstruction du pays.

Par ailleurs, le Groupe des 77 et la Chine aimeraient réitérer leur position de principe rejetant toute assistance conditionnée. L'assistance économique et humanitaire doit être fournie selon les principes de la neutralité et de l'impartialité et répondre aux besoins spécifiques et priorités nationales du Burundi. Elle ne doit nullement remettre en cause ses choix politiques et économiques.

Mme le Président,

Le Groupe des 77 et la Chine appuient fortement l'adoption de ce projet de résolution et la création du groupe consultatif le plus tôt possible pour lui permettre de prendre part à la Table Ronde des donateurs qui sera organisée en septembre prochain.